



- [Thématiques](#)
- [Actualités](#)
- [Activités](#)
- [À propos](#)
- [Permanences](#)
- [Services](#)
- [Poser une question](#)

Sélectionner une page

La Réforme du Décret paysage en révision



Ce 2 avril, les députés se réuniront pour voter en commission le retrait (ou non) de cette réforme. D'après la [Fédération des Etudiants Francophones](#), un étudiant sur trois sera exclu de l'enseignement supérieur dès la rentrée de septembre. Cela représente plus de 70 000 personnes.

Pour soutenir les étudiants, une nouvelle manifestation a eu lieu ce mercredi 27 mars pour protester contre la réforme du

décret « *Paysage* » . Cet appel à la manifestation provient de la Fédération des Etudiants Francophones.

Pour rappel, ce décret vise à mieux encadrer le parcours des étudiants. Cependant, les étudiants universitaires et du supérieur ont désormais l'obligation de réussir leur première année avec 60 crédits, en deux années MAXIMUM. Un coup de massue dans le dos pour les étudiants qui traversent déjà des périodes difficiles, notamment après la crise du Coronavirus.

Déjà 1200 étudiants étaient réunis contre la réforme du décret « *Paysage* » , 50 000 ont signé la pétition de la FEF. Vous pouvez trouver plus d'informations sur cette pétition, [ici](#).



- [Thématiques](#)
- [Actualités](#)
- [Activités](#)
- [À propos](#)
- [Permanences](#)
- [Services](#)
- [Poser une question](#)

Sélectionner une page

Un belge sur deux reporte ses

soins de santé



L'enquête annuelle de Solidaris démontre qu'un Belge francophone sur deux reporte ses soins de santé pour cause de difficultés financières.

Pour cette [enquête](#), plus de 1000 personnes ont été interrogées. Les années précédentes démontraient une amélioration. Cependant, en 2023, 44 % des Belges francophones renoncent à au moins un des six types de soins présentés.

Parmi ces soins, les soins dentaires restent la prestation de santé la plus touchée (25 %). Aller chez son médecin généraliste est la prestation avec le plus faible taux de renoncement (12 %). La plus forte augmentation en termes de renoncement revient aux spécialistes (23 %) et à l'achat de médicaments (20 %).

Les profils renonçant aux soins sont divers :

- les personnes âgées qui dépassent les plus jeunes dans certains cas ;
- les personnes les plus précaires renoncent davantage aux médicaments (35 %), aux soins liés aux yeux (35 %), au dentiste (33 %) et le spécialiste (31 %) ;
- Une femme sur deux doit renoncer à ses soins de santé notamment en matière de santé mentale ;
- les familles monoparentales ;
- les personnes en incapacité de travail.

Ce constat s'explique notamment par le fait que de nombreux soignants se déconventionnent. Ils n'appliquent donc plus le tarif INAMI. Par exemple, plus de 4 dentistes sur 10 sont aujourd'hui déconventionnés.

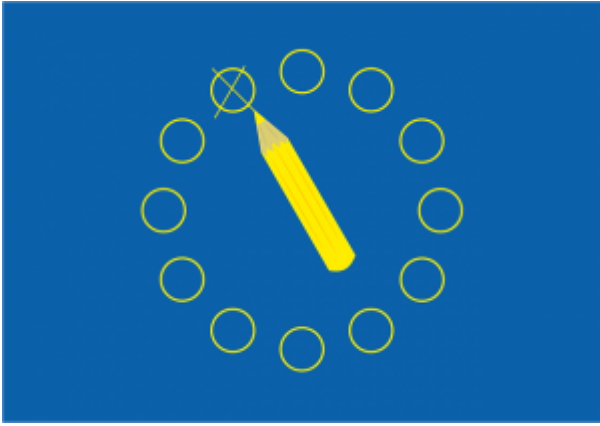
Vous trouverez plus d'informations dans cet [article](#). Sur notre [site internet](#), vous trouverez également toutes les informations pour vous diriger vers les services compétents.



- [Thématiques](#)
- [Actualités](#)
- [Activités](#)
- [À propos](#)
- [Permanences](#)
- [Services](#)
- [Poser une question](#)

Sélectionner une page

Vote obligatoire pour les jeunes de 16 et 17 ans aux élections européennes !



Les jeunes âgés de 16 et 17 ans seront finalement soumis à l'obligation de vote pour les élections européennes le 9 juin 2024 – comme tous les citoyens majeurs.

Ainsi en a décidé la Cour constitutionnelle, dans son arrêt du 21 mars 2024.

La loi du 25 décembre 2023 prévoyait de leur laisser la possibilité de voter, sans toutefois y être obligé. La Cour constitutionnelle a déclaré qu'il s'agissait là d'une distinction de traitement non justifiée.

Sont concernés :

- les Belges âgés de 16 et 17 ans en Belgique,
- les ressortissants de l'UE non belges âgés de 16 et 17 ans inscrits comme électeur dans une commune belge,
- et les Belges âgés de 16 et 17 ans à l'étranger dans la mesure où ils sont inscrits comme électeur dans un poste consulaire de carrière, à l'exception des jeunes âgés de 16 et 17 ans vivant dans un pays où ils jouissent également du droit de vote pour l'élection du Parlement européen (Allemagne, Autriche, Grèce, Malte).

En pratique :

- les mineurs seront automatiquement inscrits sur les listes des électeurs ;

- ils seront convoqués pour l'élection du Parlement européen du 9 juin 2024 par le biais d'une lettre de convocation, tout comme les majeurs.

Il n'y aura vraisemblablement pas de sanctions applicables aux jeunes qui ne voteront pas. En effet, les peines prononcées à l'encontre des adultes ne peuvent pas être appliquées aux mineurs. Toutefois, rien n'a encore été décidé officiellement.

Tu trouveras plus d'infos sur les élections européennes [ici](#).



- [Thématiques](#)
- [Actualités](#)
- [Activités](#)
- [À propos](#)
- [Permanences](#)
- [Services](#)
- [Poser une question](#)

Sélectionner une page

Recours dans l'enseignement de promotion sociale

Tout savoir sur les recours en promotion sociale : les décisions susceptibles de recours, les exemples

d'irrégularités, les recours pour contester une décision de refus de réussite ou d'échec, le recours interne, le recours externe, le recours auprès du Conseil d'Etat ou juridiction civile...



- [Thématiques](#)
- [Actualités](#)
- [Activités](#)
- [À propos](#)
- [Permanences](#)
- [Services](#)
- [Poser une question](#)

Sélectionner une page

8 mars : la Journée internationale de lutte pour les droits de la femme



Depuis six ans, le collectif [8 maars](#) appelle à la [grève](#) pour dénoncer les inégalités de genre. L'objectif est de démontrer que « *quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête* » .

Le collectif appelle toutes les femmes à ne pas travailler ce jour-là (ni pour leur ménage, ni pour l'employeur). De cette manière, les femmes revendiquent leurs droits et mettent en avant leur travail invisible par la société.

A l'heure actuelle, les femmes gagnent toujours 23,1 % de moins que les hommes par année. Les tâches ménagères et familiales représentent 9 heures et demie de travail en plus par semaine.

Plusieurs revendications qui vont dans le sens des derniers constats, sont portées par le collectif 8 maars :

- un réinvestissement majeur dans les crèches et les services publics ;
- un salaire minimum des secteurs féminisés pour une meilleure indépendance financière des femmes ;
- davantage de budget pour la prévention des violences sexistes et sexuelles envers les femmes.

Le droit de grève

Pour rappel, votre employeur n'a pas le droit de vous interdire de participer à la grève. En tant qu'employé, il n'est pas obligatoire de prouver votre participation aux actions de grève.

Seul le secteur du non-marchand – entre autres – a le droit de réquisitionner du personnel pour assurer un service minimum.

En termes de rémunération, les employés qui manifestent ne fournissent pas de prestation. Ils n'ont donc pas droit à leur rémunération. La seule manière d'être rémunérée est d'être syndiqué. En effet, si vous l'êtes, votre syndicat vous

versera une indemnité de grève.

Voici [l'appel à signer](#) pour adhérer à leurs revendications et lever la voix des femmes jusqu'au monde politique.

[RGPD](#)

[Politique de cookies \(EU\)](#)

- [Suivre](#)

INFOR JEUNES ASBL

Chaussée de Louvain, 339
1030 Bruxelles
Tél.: 02 733 11 93
inforjeunes@jeminforme.be





actiris

.brussels 

au coeur de l'emploi



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES